

d'une augmentation de droits sur les effets que cette population est obligée de consommer.

Les honorables députés de la gauche ont changé de terrain depuis quelques années. Il y a quelque temps, il s'est élevé une discussion, dans la Chambre et dans le pays, à propos de la question de protection et de libre échange. Le chef de l'Opposition a posé en principe que la protection était nécessaire, et il a été habilement secondé par plusieurs de ses amis. Mais il n'y a jamais eu de fiasco plus complet que celui que firent ces messieurs lorsque cette question fut discutée l'année dernière. Ils commencèrent par réclamer la protection, croyant qu'ils pourraient persuader aux gens qu'il était de leur intérêt d'avoir une politique protectrice; ils croyaient qu'il y avait quelque chose de captivant dans l'idée de protection, et, jusqu'à un certain point, ils avaient réussi à la mettre dans la tête du peuple.

Mais ils avaient commencé leur jeu trop tôt. Aussitôt que les gens eurent pu réfléchir, après avoir été éclairés par les membres du Parlement et par la presse, et qu'ils eurent étudié les discours qui ont été prononcés depuis deux ans par tout le pays, ils comprirent la position dans laquelle les honorables députés de la gauche voulaient les mettre. Aussi, lorsque ces messieurs revinrent en Parlement, ils abandonnèrent leur politique et ne demandèrent plus qu'un remaniement du tarif. Ils abandonnèrent le terrain qu'ils avaient choisi tout d'abord, et se contentèrent de demander que le tarif fût remodelé.

Ils savaient fort bien qu'ils ne pouvaient pas établir la protection sans augmenter les dépenses des consommateurs. Sans cela, celui qui aurait des effets à vendre n'en obtiendrait pas un prix plus élevé, et par conséquent il se trouverait tout aussi bien sans protection du tout. Lorsque leur politique eût passé au crible de la discussion, ils s'aperçurent qu'il leur fallait changer de tactique, et ils ne demandent aujourd'hui qu'un remaniement du tarif, mais sans vouloir élever les prix du tout!

Le très honorable député de Kingston sait fort bien qu'un tarif est un système de compromis entre différents inté-

rêts; que lorsqu'il lui faudrait discuter la question fiscale du pays, lorsqu'il convoquerait autour de lui tous ceux qui auraient la responsabilité de recommander cette politique au Parlement, il ne pourrait pas légiférer dans l'intérêt d'un petit nombre ou d'une seule section du pays, mais qu'il lui faudrait tenir compte des intérêts généraux.

L'honorable monsieur nous a dit que nous devons adopter un système de réprésailles; que nous ne pourrions pas obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis à moins que nous ayons quelque chose à leur offrir. Il est un peu tard aujourd'hui pour venir nous dire cela. Lorsque le pays avait quelque chose à offrir en retour de l'admission en franchise de notre charbon aux Etats-Unis, il négligea d'en profiter, et par conséquent, c'est lui qui est responsable de la malheureuse position dans laquelle se trouve aujourd'hui placée l'industrie houillère de la Nouvelle-Ecosse.

Les documents officiels nous ont fait voir que lorsqu'il était à Washington à discuter les conditions du traité, on lui offrit l'admission en franchise de la houille, du bois et du sel aux Etats-Unis; et ils nous ont aussi fait voir que lorsqu'il eut refusé cette proposition, il n'eut pas le courage de tenir bon, après que les Américains l'eurent retiré, mais qu'il fut assez complaisant, pour me servir d'une expression modérée, pour leur abandonner la seule chose de valeur qui nous restait, c'est-à-dire nos pêcheries. Il savait qu'en abandonnant nos pêcheries, il nous privait du coup et pour toujours, tant que durerait le traité, de la seule chance que pouvait avoir le pays d'obtenir la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis.

Je ne m'étonne pas que le très honorable député et ses amis cherchent à détourner l'attention publique du vrai mérite de la question. Il est naturel que ces messieurs, comprenant la fausse situation dans laquelle ils se trouvent à l'égard d'une mesure de cette importance, comprenant que le pays les tient responsables de l'état dans lequel se trouvent aujourd'hui les intérêts forestiers et houillers, de même que les intérêts généraux du pays, cherchent des faux-fuyants pour détourner l'attention publique de leur responsabilité. Tous